

7004 1582

**“Programme de Genre”**  
SENEGAL 1996

**MICRO-CREDIT INTEGRE**

Etude de Pré-faisabilité

Expérimentation du Modèle de  
**MICRO CREDIT INTEGRE**

*dans le domaine de la Pêche Artisanale  
à partir de la Petite-Côte à M'Bour*

*Etude conçue et présentée par*  
**TECHNOFEM - S.A.**

*Réalisée avec le Concours du Cabinet*  
**TRASIMENE-Consult**

# SOMMAIRE

## LIVRE PREMIER : LE CADRE DU PROGRAMME

### Chapitre I - CONTEXTE SOCIO ECONOMIQUE GENERAL

### Chapitre II - SITUATION SPECIFIQUE DE LA FEMME

- A - Importance de la Femme dans le Développement
- B - Handicaps structurels de la Femme
- C - Enjeux de la revalorisation du travail des femmes
- D - Pour une nouvelle approche des programmes de genre

## LIVRE DEUXIEME : MONTAGE INSTITUTIONNEL

### Chapitre I - LE PROMOTEUR TECHNOFEM

- A - présentation
- B - Objet social
- C - Mission

### Chapitre II - FONDEMENTS DU MONTAGE

- A - TECHNOFEM SA : Une volonté de rupture
- B - TECHNOFEM SA : Un Triple Pari
- C - TECHNOFEM SA : Une stratégie d'intervention originale

### Chapitre III - LES PARTENAIRES DE TECHNOFEM

- A - TRASIMENE-Consult
  - a - Présentation de l'Institution
  - b - Spécialisation Professionnelle
- B - LA FRAO
  - a - Présentation de l'Institution
  - b - Spécialisation Professionnelle
- C - Cabinet Systèmes d'Information comptables et financières
  - a - Présentation de l'Institution
  - b - Spécialisation Professionnelle

D - Association ASPROLASE

a - Présentation de l'Institution

b - Spécialisation Professionnelle

*Synthèse des avantages du Montage TECHNOFEM*

## **LIVRE TROISIEME : LE MODELE D'INTERVENTION MCI**

**Chapitre I - FONDEMENTS DU MCI**

A - Le Modèle Occidental

B - Succès du Modèle occidental en Occident

C - Limites du modèle occidental en Afrique

**Chapitre II - PRESENTATION DU MCI**

A - Les Principes de base du MCI

B - Les Déterminants du MCI

a - Au niveau personnel

b - Au niveau professionnel

c - Au niveau de la branche d'activités

**Chapitre III - LES AVANTAGES INDUITS DU MCI**

A - Avantages techniques du MCI

B - Avantages spécifiques du volet social

*SYNTHESE sur les avantages du MCI*

## **LIVRE QUATRIEME : APPLICATION DU MCI DANS LE DOMAINE DE LA PECHE ARTISANALE**

*Introduction au Programme*

### **TITRE I - LE PROGRAMME GENERAL**

**Chapitre I - PRESENTATION DU PG**

A - Finalité

B - Populations-cibles

C - Objet du PG

a - Au niveau personnel

b - Au niveau professionnel

c - Au niveau de la branche d'activités

**Chapitre II - MISE EN OEUVRE DU PG**

- A - Schéma d'intervention
- B - Différentes phases du PG

**TITRE II - LE PROGRAMME-TEST****Chapitre I - PRESENTATION DU PT**

- A - Définition du PT
- B - Etudes et recherches déjà effectuées
- C - Localisation du PT

**Chapitre II - CONTENU INDICATIF DU PT**

- A - Sous-programme A : Femmes des plages de M'Bour
- B - Sous Programme B : Femmes d'un marché urbain de Thiès
- C - Sous Programme C : Distributrices via les ports ferroviaires nationaux
- D - Sous Programme D : Exportatrices via le port de Bamako

**LIVRE PREMIER  
CADRE DU PROGRAMME**

## Chapitre I - CONTEXTE SOCIO-ECONOMIQUE GENERAL

Devant l'insuffisance des programmes d'ajustement structurel des années 80 à faire face au désastre économique et social causé par la crise, la France s'est, durant des années, évertuée à privilégier des mesures d'ajustement interne dans les pays en développement, principalement ceux africains, membres de la zone franc. Conditionnalisation de l'"Aide Publique" bilatérale aux "efforts" de démocratisation, Conférences Nationales... font partie des principaux instruments alors utilisés.

Malheureusement, toutes ces "solutions" sont restées stériles. Les dizaines de milliards déversés dans la zone n'ont servi en définitive qu'à soutenir les budgets des Etats membres. Janvier 94 marque la fin des illusions et fausses certitudes jusqu'alors entretenues à fort renfort de déclarations officielles : la France se rallie à l'évidence des points de vue de la communauté financière internationale et "réajuste" la parité entre franc CFA et franc français de ...cent pour cent.

Le caractère inédit de la décision et les réactions perverses d'un système aux structures rigides et peu ouvert sur l'extérieur ont, malgré les mesures d'accompagnement prises, creusé les écarts entre couches favorisées et couches défavorisées. Toutes les Études réalisées depuis s'accordent sur une accélération du recul du développement social.

Situations de rentes et de monopoles, cloisonnement des marchés et offres insuffisantes, désorganisation des réseaux et circuits de distribution, regain du secteur informel et opacité des transactions, mauvaise répartition des revenus et insuffisance du crédit... ont contribué à entretenir l'inflation et à accélérer la paupérisation des populations.

## Chapitre II - LA SITUATION SPECIFIQUE DE LA FEMME

### *A - Importance de la femme dans le développement*

Représentant plus de la moitié de la population, les femmes sont largement impliquées dans toutes les sphères de la vie économique. C'est le cas dans la gestion ménagère, l'éducation des enfants, la santé et le planning familial, dans l'artisanat, le commerce et la production industrielle moderne, dans l'approvisionnement en énergie et en eau, mais aussi en milieu rural où trois quart de tous les travaux sont effectués par des femmes .

### *B - Handicaps structurels des femmes*

A bien des égards, la position que les femmes occupent au sein de la société; au plan du droit, de l'économie et de la politique, ne correspond pas au rôle qu'elles jouent dans la réalité. Dans de nombreux pays en développement - où le taux de scolarisation est déjà au primaire de loin inférieur à celui des garçons - les femmes restent très loin derrière les hommes dans l'accès au crédit; l'appropriation des revenus tirés de l'activité économique et dans la responsabilité de la prise de décisions

L'Organisation Internationale du Travail a trouvé une formule particulièrement édifiante pour stigmatiser la précarité de la situation et la non-participation de celles qui ont en charge le quasi-monopole du devenir des générations futures, aux processus de décision économique et politique :

**“ LES FEMMES représentent la moitié de la population mondiale, fournissent presque les deux tiers des heures de travail, perçoivent un dixième des revenus mondiaux, et possèdent en propriété un centième des biens dans le monde.”**

### *C - Enjeux de la revalorisation du travail des femmes*

Eliminer la situation défavorable de la femme sur le plan du droit, de l'économie, et de la politique est un impératif qui découle des droits universels de l'homme : il doit devenir un objectif prioritaire pour toute politique de développement nationale ou internationale.

Le relèvement du niveau d'éducation et de culture des femmes constitue également un enjeu crucial. Il participe du développement des ressources humaines, de l'amélioration de la productivité du travail dans la société, et surtout du renforcement du rôle incontournable joué dans la santé des générations futures.

Enfin, parce que la majeure partie des pauvres sont des femmes, la promotion de celles-ci reste vitale pour la lutte contre la pauvreté, et l'essor économique et social impossible sans les compétences et l'intuition créatrice de ces dernières .

### *D - Pour une nouvelle approche des programmes de genre*

Dans le contexte de destabilisation économique “post-dévaluation” et d'aggravation de la pauvreté des populations, les femmes sont la couche la plus touchée. L'efficacité de

l'assistance à leur apporter exige des solutions radicales spécifiques et systématiques. Concrètement, cela signifie que :

1°) - les intérêts et préoccupations des femmes ne doivent plus être "simplement intégrés" dans des projets et programmes généraux de développement. Ils doivent faire l'objet de programmes spécifiques ayant pour objet la levée des contraintes structurelles qui inhibent les efforts de promotion économique des femmes et entravent la résorption du gap structurel vis-à-vis des hommes

2°) - Les programmes de genre dont il s'agit, ne doivent pas être disparates et sans incidence notable sur le développement macro-économique : ils doivent relever d'un schéma directeur unique d'intervention, applicable de façon récurrente et systématique sur diverses cibles et dans différentes zones préalablement choisies, donc susceptible de devenir l'instrument d'une politique de développement par la promotion de la femme

**LIVRE DEUXIEME  
MONTAGE INSTITUTIONNEL**

## Chapitre I - LE PROMOTEUR TECHNOFEM

### *A - Présentation de l'organisation*

TECHNOFEM est une société anonyme de droit sénégalais. Créée à l'initiative d'une opératrice économique sénégalaise, - juriste de formation -, elle associe dans une même synergie d'interventions des professionnels, personnes physiques ou morales spécialisées dans leurs domaines respectifs et engagées à contribuer de concert à la réalisation de la mission définie ci-après.

Si le Sénégal constitue le champ prioritaire naturel des premières interventions, du fait entre autre de la nationalité de la promotrice et de la meilleure maîtrise du milieu Sénégalais, l'Institution a vocation à couvrir graduellement mais systématiquement l'ensemble des pays africains membres de la CDEAO.

### *B - Objet social*

Structure de pilotage par excellence, TECHNOFEM est une Agence de Conception et d'Exécution de programmes de genre à incidence macro-économique, financés soit par les bailleurs institutionnels publiques, soit par des institutions de droits privés, avec ou sans le concours des Etats.

Les programmes de genre éligibles aux services de TECHNOFEM sont exclusivement ceux initiés ou agréés par elle; qui inscrivent leurs actions dans la dynamique de développement des pays africains par la promotion économique et sociale des femmes.

### *C - Mission de TECHNOFEM*

TECHNOFEM entend contribuer au développement des pays du ressort de son champ d'activités par la promotion de l'entrepreneuriat féminin. A travers l'apport d'un soutien spécialisé et adapté aux femmes, elle entend contribuer à un meilleur rééquilibrage du partage des revenus de l'activité économique nationale entre les hommes et les femmes.

TECHNOFEM inscrit son action dans une dynamique de développement global et de renforcement de l'action des différents Etats africains à promouvoir leur développement : bien que privée de par sa nature, elle a donc vocation à être d'utilité publique.

## Chapitre II - FONDEMENTS DU MONTAGE

### *A - TECHNOFEM SA : une volonté de rupture*

L'option pour la forme juridique d'une société anonyme traduit la volonté de rompre d'avec une prime systématique à l'absence de rigueur voire à l'incurie que traduit le choix des organisations à but non lucratif - "non profit" - comme vecteur d'intervention dans le secteur du développement communautaire. Pour des enjeux financiers aussi importants, il nous apparaît plus pertinent de privilégier l'apprentissage de l'efficacité par la pratique, c'est-à-dire le recours au cadre juridique le plus apte à générer des excédents dans des conditions de transparence maximum : la société de capitaux. Ci-après, quelques unes des raisons justifiant une telle option :

1°) - Dans un contexte où le reproche d'absence de rigueur des Etats justifie pour les bailleurs - le plus souvent non sans raison - force ajustements et conditionnalités, il demeure plus que suspect que bénéficiaires de programmes, ONGs d'appui chargés de les encadrer et agences d'exécution desdits programmes s'accommodent de la légereté des contraintes administratives et manageriales qui caractérise le "non profit sector".

2°) - La réinsertion optimale des couches défavorisées dans leur environnement économique... libérale, reste la finalité de toute politique de développement. Privilégier le secteur "non profit" apparaît d'autant plus illogique que l'ensemble des acteurs du développement communautaire, agents responsables des fonds et bénéficiaires de ceux-ci ne quittent en réalité le système libéral que le temps de recevoir les subventions.

3°) - L'allègement des conditions fiscales et les avantages accordés a des structures dont l'éventail des activités couvre - au nom des impératifs multidimensionnels du développement - quasiment tous les domaines de la vie économique, présentent de sérieux risques d'entrave au libre jeu de la concurrence; notamment vis-à-vis des entreprises du secteur privé qui ne bénéficient pas des mêmes avantages.

### *B - TECHNOFEM SA : un triple pari*

TECHNOFEM SA représente :

1°) - Le pari qu'il est possible de générer, dans des conditions optimales de transparence et de professionnalisme, des excédents normaux avec les partenaires du développement communautaire que sont les femmes, tout en sauvegardant l'intérêt bien

compris des différentes parties prenantes. Pour conforter ce pari, TECHNOFEM SA s'engage au besoin, à indexer l'essentiel de ses rémunérations sur les résultats qu'elle aura obtenus.

2°) - Le pari que, pour analphabètes qu'elles puissent être, les femmes africaines n'en sont pas moins averties des règles des affaires, ne sont ni plus ni moins malhonnêtes que les autres peuples, peuvent être porteuses de projets viables et surtout, ne sont pas réfractaires à des changements de structure qui intègrent raisonnablement leurs intérêts.

3°) - Le pari enfin que les bailleurs de fonds sont parfaitement bien placés pour comprendre la portée et l'intérêt d'un recadrage des normes de fonctionnement qui régissent l'actuel système de partenariat pour le développement nord-sud, dans le sens de "faire faire par ceux qui savent le mieux faire, ce que l'on sait faire moins bien".

### *C - TECHNOFEM SA : Une stratégie d'intervention originale*

Pour atteindre ses objectifs, TECHNOFEM s'appuie sur une stratégie d'"intégration horizontale convergente". Cette stratégie "fer de lance" préconise le concours simultané de partenaires institutionnels spécialisés dans leurs domaines respectifs.

La mobilisation conjuguée des compétences des différents acteurs se fait dans le cadre institutionnel d'un modèle et d'un algorithme d'intervention uniques; représentant pour l'institution, un schéma directeur devant renforcer la synergie et l'efficacité du système..

## **Chapitre III - LES PARTENAIRES DE TECHNOFEM**

### *A - TRASIMENE-Consult*

#### **a - Présentation de l'Institution**

TRASIMENE-Consult est un bureau d'études et d'intervention, spécialisé en management stratégique et opérationnel des projets et programmes de développement et en ingénierie financière. A vocation sous-régionale, il a vocation à mener toute action à caractère économique et financier propre à contribuer à l'assainissement à l'essor et à l'intégration des économies des pays situés dans le champ de ses interventions.

De manière spécifique, TRASIMENE entend s'impliquer dans l'organisation et la recomposition de réseaux et filières de branches d'activités, dans la création et la

restructuration d'entreprises des secteurs productif, marchand, financier et bancaire - qu'elles soient formelles ou non -, dans le désendettement des Etats...

### b - Spécialisation professionnelle

Grâce à une meilleure visibilité du milieu et à une maîtrise des standards modernes de gestion, TRASIMENE est en mesure, au profit de tiers et/ou pour son propre compte :

- 1°) de concevoir des modèles de développement intégrés - tels que le "micro-crédit intégré" - adaptés aux réalités des pays africains, ainsi que des stratégies incidentes qui tiennent compte des contraintes existant dans chaque aire d'intervention retenue,

- 2°) d'évaluer des projets et programmes de développement sur mesure, qui répondent aux besoins de différents types d'acteurs locaux,

3°) - de concevoir des montages et produits financiers inédits pour une mobilisation optimale des ressources nationales et internationales.

- 4°) d'offrir aux projets, programmes de développement et/ou aux fonds qui leur seraient destinés, un service efficace de suivi, supervision et contrôle, mais également de management stratégique et de pilotage opérationnel de leur exécution.

## B - LA FRAO Fondation Rurale de l'Afrique de l'Ouest

### a - Présentation de la FRAO

La FRAO est une fondation africaine indépendante, instituée avec le concours de partenaires occidentaux tels la Ford et le CRDI. Inscrivant son action dans la promotion du développement durable des pays ouest-africains, elle entend s'appuyer sur une expertise locale pétrie à la fois des méthodes participatives et des normes de gestion occidentale pour :

- accroître sa visibilité des problèmes du monde rural et contribuer ainsi à une meilleure qualité des projets et programmes de développement et de recherche sis dans les cinq pays-cibles que sont le Sénégal, la Gambie, le Mali, la Guinée Bissau et la république de Guinée.

- apporter un soutien financier, méthodologique et logistique aux différentes structures, ONGs et associations paysannes notamment, localement impliquées dans l'exécution des programmes à la base.

### b - Spécialisation Professionnelle

A ses partenaires acteurs locaux, la FRAO offre des subventions, des programmes de renforcement institutionnel et d'appui méthodologique taillés sur mesure au sortir de programmes de diagnostic institutionnel exhaustif des forces et faiblesses, des programmes de développement participatif de technologies, de diffusion des méthodes et de promotion économique à la base.

Grâce à son aptitude à cerner au plus près les besoins des populations de base, la FRAO est en mesure d'offrir aux programmes de développement localisés et initiés par des bailleurs, des prestations appropriées aux différentes phases de leur existence, savoir : identification et définition de contenu au démarrage, diagnostic de réorientation à mi-parcours et évaluation finale d'impact du programme .

## C - *Cabinet Systèmes d'Information Comptables et Financières*

### a - Présentation du Cabinet

Basé au Sénégal, le cabinet d'organisation et systèmes d'informations est une structure d'appui technique spécialisée en systèmes d'informations financières et comptables et en diagnostic et suivi managerial des organisations.

Spécialisé dans le développement communautaire, il a vocation à offrir aux programmes et projets de développement sis en Afrique, des prestations susceptibles de renforcer la transparence et la fiabilité de la gestion de leurs activités.

### b - Spécialisation Professionnelle

Dotée d'une double compétence technique en standards anglo-saxons et francophones de management, l'institution est en mesure d'assister les projets et programmes dans la mise en place de systèmes d'informations comptables et financières adaptés au double besoin de transparence et de simplicité que requièrent à la fois les unités des programmes et leurs bénéficiaires. programmes, sans compter la mise à disposition d'une main d'oeuvre qualifiée, au travers de son activité de placement en travail temporaire.

Aux programmes en cours d'exécution, elle est également capable d'offrir en prestation un système de Suivi Préventif / Reporting Périodique approprié, sur la base "de clignotants" - indicateurs - judicieusement choisis pour leur pertinence et leur aptitude à répondre aux besoins d'information des tiers concernés, bailleurs et Etats notamment.

## *D - L'Association ASPROLASE*

### *a - Présentation de l'Institution*

ASPROLASE - ASsociation pour la PROMotion des LANGues au Senégal - est une association régie par la loi de 1901, qui regroupe un collectif de plus de quarante moniteurs d'alphabétisation chevronnés, spécialisés en langues nationales africaines.

Précédemment travaillant sous l'égide d'une ONG française, dans le cadre d'un programme depuis arrivé à son terme, les moniteurs d'"ASPROLASE" ont pris le parti de s'organiser en structure autonome de prestations de services, indépendante, et pilotant leurs propres programmes.

Les rapports privilégiés que nous entretenons avec "ASPROLASE", que nous avons au demeurant modestement aidée à créer, nous autorisent à compter sur la matérialisation des bases durables d'une collaboration entre les deux institutions.

### *b - Spécialisation professionnelle*

ASPROLASE est spécialisée dans la formation d'auditeurs de tous bords en langues nationales africaines. De manière spécifique, elle a pour cibles privilégiées les différentes catégories socio-professionnelles qui composent les populations de base.

A destination des populations-cibles, l'institution dispense des cours sur mesure destinés à accroître les capacités professionnelles de ces dernières. Les séances d'alphabétisation fonctionnelle qui sont dispensées ont ainsi vocation à promouvoir les qualités en gestion et en comptabilité des auditeurs, notamment des femmes qui, parce que plus motivées, sont de loin les plus assidues aux cours.

### *Synthèse des Atouts du Montage TECHNOFEM*

*Le Montage de TECHNOFEM présente de nombreux atouts. De façon non exhaustive, nous en présentons ci-après les plus saillants.*

*1°) - Le recours systématique à un modèle conceptuel baptisé "micro-crédit-intégré", itératif, applicable dans une zone donnée pour une population-cible déterminée et reproductible à l'envi dans d'autres aires d'intervention et pour d'autres cibles.*

*2°) - la possibilité d'arrêter pour une zone déterminée, un algorithme d'intervention capable de définir la séquence idéale des programmes, c'est-à-dire l'enchaînement des étapes qui optimise les retours sur investissement globaux de la zone*

*3°) - la garantie de pouvoir disposer de programmes de qualité technique avérée, qui répondent simultanément aux besoins des populations bénéficiaires et aux exigences macro-économiques du développement national ;*

*4°) - l'assurance de pouvoir compter dès le début, sur des appuis techniques spécialisés, notamment en termes de conseils, mise en place de systèmes de management et de suivi préventif, appui méthodologique et logistique, toutes conditions nécessaires à une rentabilité et une performance optimales.*

*5°) - l'opportunité de bénéficier de programmes pertinents exécutés dans des conditions idéales de transparence et de qualité manageriale; au travers d'un cadre juridique présentant toutes sécurités institutionnelles légales - obligation de commissaires aux comptes par exemple - sans compter pour le bailleur; la possibilité de recourir à tous moments à un auditeur de son choix et l'allègement des charges de monitoring.*

**LIVRE TROISIEME**  
**LE MICRO-CREDIT INTEGRE**  
**COMME MODELE D'INTERVENTION**

## Chapitre I - FONDEMENTS DU MICRO-CREDIT INTEGRE

### *A - Le modèle occidental*

Contrairement aux réalités des pays du sud, les règles de fonctionnement dans les pays occidentaux créent un environnement très propice au développement. Législations économique, juridique, fiscale, commerciale, financière, sociale, bancaire, comptable..., mais aussi institutions et corps professionnels spécialisés tels que conseils juridiques, analystes financiers, experts-comptables, centres de gestion agréés, agences de publicité et de marketing, commissaires aux comptes et autres corps de contrôle, associations de consommateurs, presse et média... assurent la fiabilité et à la régulation des transactions comptables et financières et une relative stabilité du fonctionnement du système.

### *B - Succès du modèle occidental en occident*

Par l'amélioration de la transparence des activités des entreprises, le cadre normatif ainsi défini a très largement contribué à l'essor des activités financières et bancaires en occident dans la mesure où l'appréciation de la qualité du portefeuille du banquier du nord est positivement servie par la visibilité qu'il a du patrimoine du débiteur.

L'instruction des dossiers de crédit se limite à l'anticipation de la solvabilité du débiteur potentiel, sur la base d'un historique de la société et d'une évaluation des flux futurs destinés au remboursement du crédit. Des états financiers normalisés établis par des professionnels avérés et en nombre suffisant, servent de supports à l'instruction.

### *C - Limites du modèle occidental en Afrique*

En Afrique par contre, l'ignorance des normes modernes de gestion est renforcée par un manque crucial de services de prestations à l'entreprise et de vecteurs d'informations scientifiques suffisamment nombreux et accessibles. De plus, la place des femmes dans le processus de développement économique et le retard intellectuel dont elles sont victimes aggravent le déficit structurel de connaissances.

L'opacité de la situation du requérant constitue un facteur supplémentaire de risque. Il renchérit le crédit et focalise le banquier presque systématiquement sur les garanties de remboursement. Enfin, le nombre, la stratégie de couverture des territoires nationaux et surtout la nette orientation "commerciale" des banques opérant en Afrique apparaissent extrêmement préjudiciables au développement des pays concernés.

## Chapitre II - PRESENTATION DU MODELE DE MCI

### A - Les principes de base du MCI

Contrairement au schéma de banque classique transféré à l'identique des pays du nord, le concept de micro-crédit intégré part d'une analyse des contraintes spécifiques qui pèsent sur l'environnement économique et social de l'**acteur africain** pour redéfinir les normes stratégiques d'une bonne politique de crédit et le rôle du banquier modèle.

Pour assurer le recouvrement de ses créances, le 'banquier MCI' doit, tout au long du cycle de production-commercialisation, veiller à maximiser les cash-flows futurs générés par l'entreprise de son débiteur, seul gage de la pérennisation de l'activité financée donc du remboursement du crédit consenti. La politique de crédit devient ainsi l'Art de mettre une catégorie homogène de débiteurs en situation :

- de produire ou de commercialiser en masse
- des produits de qualité et à forte valeur ajoutée
- pour un marché accessible et durablement maîtrisé.

### B - Les déterminants du MCI

La réalisation du MCI suppose de toute évidence l'émergence d'une nouvelle race de banquiers capables d'élargir le champ de leur perception de la situation du débiteur potentiel et surtout de spécifier leur approche stratégique de la clientèle par segments homogènes. Concrètement, pour une catégorie professionnelle donnée, la banque aura à intervenir simultanément à trois niveaux :

#### 1°) - Au niveau personnel du débiteur

Pour lui permettre de lever toutes les contraintes structurelles mais non formalisées, qui l'empêchent de s'impliquer pleinement dans son activité professionnelle. Les dépenses de première nécessité - santé, éducation des enfants, alimentation familiale -, sont très souvent, encore davantage pour les femmes, les raisons - avouées ou pas - des contre-performances professionnelles donc des défaillances de remboursement .

## 2°) - Au niveau professionnel du débiteur

Pour, comme dans le système classique, améliorer ses aptitudes professionnelles et ses capacités techniques. Il s'agira entre autres des crédits d'équipement, de formation ou en fonds de roulement, indispensables au développement de ses affaires.

## 3°) - Au niveau de la branche d'activité proprement dite

En vue de résorber définitivement les goulets d'étranglement qui entravent la croissance de la branche : problèmes d'approvisionnement du secteur en matières premières et autres intrants de qualité, de diffusion de l'innovation technologique, de transformation de la production, de conditionnement, distribution ou exportation vers les marchés appropriés. Très souvent en effet, les causes des contre-performances d'une catégorie professionnelle donnée sont à rechercher non dans le manque d'aptitude technique de ses membres, mais dans des difficultés structurelles inhérentes à la branche.

## Chapitre III - LES AVANTAGES INDUITS DU MCI

### *A - Avantages techniques du micro-crédit intégré*

La résorption des goulets d'étranglement sectoriels et la couverture des besoins professionnels des débiteurs est de nature à pallier les insuffisances techniques et logistiques de l'environnement des entreprises et à favoriser l'offre, donc la compétitivité et la croissance économique.

Du fait de la rareté des ressources financières et de l'insuffisance cruciale de structures d'appui technique efficaces, la double assistance - professionnelle et sectorielle - que la banque apporte au débiteur favorise l'incitation des clients à augmenter leurs dépôts - dépôts effectifs ou renoncements aux retraits -, donc corrélativement, le gage du banquier et la sécurité des crédits consentis.

Enfin, le système permet au banquier d'asseoir progressivement un ascendant sur le débiteur, confronté à un coût relativement élevé de la renonciation aux opportunités offertes. Ce lien de dépendance objective ainsi créé est de nature à accroître les moyens de pression de l'institution financière.

Il peut lui permettre notamment d'imposer la conditionnalité d'un nouveau style de gestion plus transparent et plus ouvert sur la modernité, ou encore de disposer d'un moyen de rétorsion contre les velléités de "défaillance volontaire" des débiteurs ;

## B - Intérêt spécifique du "volet Social"

La résorption des goulets d'étranglement au niveau individuel du débiteur - ou plus exactement de la débitrice - implique la création par la banque, d'unités de prestations de services spécialisées dans les domaines de la santé - soins médicaux, protection maternelle et infantile, fourniture de médicaments suivant l'"Initiative de Bamako"...-, de l'alimentation - fourniture de denrées de première nécessité -, de l'éducation - crèches scolaires, cars de ramassage, fourniture de manuels et outils scolaires -, du logement social. L'ensemble de ces prestations à caractère social, sont accessibles à crédit.

Ce "volet social" du MCI ainsi défini présente plusieurs avantages :

1°) - par l'offre de prestations de proximité, facturées à des conditions avantageuses à la débitrice membre, mais également ouvertes aux autres couches de la populations il pallie la précarité voire la déficience du système local de protection sociale;

2°) - il supprime les "obligations" de retraits de fonds destinés à servir à payer les dépenses à caractère social qui sont de loin les plus fréquentes ;

3°) - il permet aux femmes, sur lesquelles repose la responsabilité de la bonne marche de la structure familiale, de se libérer des contraintes domestiques et de s'atteler plus efficacement à des activités professionnelles économiquement "productives".

4°) - il offre une sécurité accrue aux crédits consentis du fait de la plus grande dissuasion que permet l'importance prioritaire accordée spécialement par les femmes aux prestations de première nécessité fournies par le système.

5°) - par la mise en place de plans d'épargne-logement, il permet l'accès des femmes au logement social et contribue à réduire le taux de dépendance de celles-ci vis-à-vis des hommes dans l'offre de garantie au crédits bancaires classiques : selon une récente enquête du BAHSO - Bureau d'Assistance à l'Habitat Social - "...87,3% des sénégalaises qui veulent construire un logement ont recours à la garantie d'un tiers", faute de revenus formels susceptibles d'être acceptés par les banques classiques.

## **Synthèse des atouts du Modèle MCI**

*Tel que conçu, le modèle de "Micro-Crédit Intégré" dispose d'une souplesse qui en fait un véritable instrument de développement, universel parce qu'applicable pour toutes catégories professionnelles et dans toutes aires géographiques.*

*Chaque branche retenue comme cible peut faire l'objet d'une politique de financement intégrée, qui contribue à régler **simultanément** les besoins personnels du débiteur personne physique, les besoins professionnels du débiteur opérateur économique et les besoins sectoriels à la branche..*

*Bien que très largement interventionniste, la stratégie du "Micro-Crédit Intégré" est indispensable au développement de l'activité bancaire en Afrique, surtout dans un contexte de libération des initiatives entrepreneuriales.*

*Enfin, utilisée comme instrument de promotion des activités des femmes elle a toutes les chances de rencontrer leurs suffrages dans la mesure où ce sont précisément elles qui traînent le double handicap d'être les plus pauvres et les plus entravées par les responsabilités sociales.*

**LIVRE QUATRIEME**  
**APPLICATION DU MODELE MCI**  
**DANS LE DOMAINE DE LA PECHE ARTISANALE**

## TITRE I - PROGRAMME GENERAL

### Chapitre 1 - PRESENTATION DU PROGRAMME

#### *A - Finalité du Programme*

Par l'introduction de systèmes d'organisation plus adaptés, le programme vise à accroître la productivité du travail des femmes impliquées dans la filière "pêche artisanale" de façon à :

1°) - augmenter en cascade la valeur ajoutée par les différentes opératrices - vendeuses, transformatrices, transporteurs, commerçants - en diminuant voire, en éradiquant les pertes survenant le long de la filière,

2°) - contribuer à la maîtrise de l'inflation sur les marchés intérieurs par une régulation optimale des flux de biens et services, grâce à l'accroissement de l'offre et à une plus grande célérité dans l'approvisionnement des points de vente.

3°) - renforcer la sécurité alimentaire par une meilleure alimentation des populations, le poisson pouvant devenir la source de protéines animales la moins chère et la plus accessible sur le marché.

4°) - contribuer à une meilleure préservation de l'environnement par la réduction de la pollution de l'air et le recours à des sources d'énergies moins critiques que le bois.

#### *B - Populations-cibles*

In extenso, sont concernées les catégories de femmes ci-après :

- 1 - les femmes vendeuses de poisson frais sur les plages
- 2 - les transformatrices artisanales du poisson en poisson séché et fumé
- 3 - les intermédiaires vendeuses de produits dans les villes de l'intérieur
- 4 - les commerçantes détaillantes des marchés urbains
- 5 - les femmes exportatrices vers les pays de la sous-région via le rail.

**Nota bene :** Le ciblage successif des différentes femmes intervenants dans la filière "pêche artisanale" participe de la stratégie de "pilotage par l'aval" que nous avons

retenue comme un des piliers d'une politique de développement efficace en Afrique; laquelle permet l'expansion de la production amont grâce la suppression des goulets d'étranglement situés en aval de la filière considérée.

### *C - Objet du Programme*

Pour atteindre ses objectifs, le programme entend apporter à chacune des catégories de femmes impliquées dans l'exploitation de la filière "pêche artisanale" et telles que répertoriées ci-dessus, un appui au triple niveau personnel, professionnel et catégoriel.

#### a) - Au plan personnel

Il s'agira, conformément aux déterminants du modèle MCI, d'apprécier la viabilité d'un schéma de crédit économique et social successivement pour les cinq catégories de femmes ciblées. Un tel schéma devrait comporter la mise en place de structures sociales susceptibles d'associer développement social et promotion économique des populations :

- centres de santé, les soins médicaux, protection maternelle et infantile...
- fourniture de médicaments dans le cadre de l'Initiative de Bamako
- centrale d'achat et de distribution de denrées de première nécessité
- manuels et fournitures scolaires, crèches et garderies d'enfants
- plans d'épargne pour le financement du logement social...

#### b) - Au plan professionnel

Le programme de MCI devrait porter sur le financement des besoins de modernisation des équipements professionnels des femmes, de leurs besoins en fonds de roulement et de ceux de formation, principalement en alphabétisation fonctionnelle.

#### c) - Au niveau de la branche d'activités

L'intervention du programme devra porter sur la résorption des goulets d'étranglement qui entravent de manière structurelle la croissance de la branche d'activités. En l'occurrence, il s'agira pour le programme, de prendre à sa charge divers investissements devant être gérés de manière professionnelle par TECHNOFEM :

- unités modernes de stockage du poisson frais,
- unités de transformation industrielle non polluantes (solaire)
- centres modernes de conditionnement et d'expédition
- matériel de transport frigorifique adapté
  
- Systèmes d'épargne-crédit le long de la filière
- entrepôts frigorifiques et réseaux de distribution en milieu urbain
- Wagons-frigorifiques et accords avec la SNCF

## **Chapitre 2 - MISE EN OEUVRE DU PROGRAMME**

### *A - Algorithme d'Intervention*

L'algorithme d'intervention utilisé par TECHNOFEM comprendra les étapes suivantes :

- 1°) - Identification des "goulets d'étranglement institutionnels" qui entravent l'amélioration quantitative et qualitative des activités poursuivies
- 2°) - Renforcement ou la création ad hoc de structures externes capables de lever efficacement ces "goulets d'étranglement institutionnels"
- 3°) - Pilotage en professionnel - sécurité et rentabilité optimales - des dites structures durant la phase critique de leur lancement
- 4°) - Rétrocession ultérieure des entités ainsi viabilisées aux tiers, notamment les femmes, par le jeu d'un mécanisme d'ingénierie financière approprié, qui garantisse l'exploitation optimale et la pérennité des investissements.

### *B - Les phases du programme global*

Dans la planification des étapes devant concourir à la couverture du territoire national, deux phases distinctes sont prévues, une phase pilote d'une durée indicative de 18 à 24 mois et une phase de démultiplication-vulgarisation dont la durée sera fonction du nombre de sites reconnus économiquement nécessaires à la bonne fin du programme.

## TITRE II - LE PROGRAMME - TEST

### Chapitre 1 - PRESENTATION DU PROGRAMME-TEST

#### *A - Définition du Programme-test*

Destinée à tester la pertinence du modèle d'intervention, la phase-pilote comprendra **une plage de démarrage**, avec les deux populations cibles que sont les vendeuses de poisson frais et les transformatrices, un **marché urbain-test** avec des fournisseurs et des commerçantes femmes, un **circuit "ferroviaire" de distribution** du poisson dans un pays limitrophe, bien maîtrisé par les femmes.

#### *B - Etudes et recherches déjà effectuées*

Après une brève analyse de la structuration de la pêche artisanale au Sénégal, il apparaît qu'il existe une dizaine de sites de démarrage possibles disséminés sur l'ensemble du territoire national. De même, toutes les régions, toutes les grandes villes du Sénégal disposent de marchés approvisionnés à partir des plages et susceptibles de servir de cadres au programme.

Cependant, avec ses 200 Kms de façade maritime, et plus de 50% des artisans pêcheurs du pays, la région de Thiès contribue à elle-seule à près de 70% des mises à terre de produits halieutiques au Sénégal dans les ports de M'Bour, Joal, sur la petite côte, Cayar, M'Boro sur la grande. De surcroît, la ville de Thiès, capitale du rail constitue la rampe de lancement idéale de toute expédition ferroviaire vers l'intérieur du pays et le Mali.

#### *C - Localisation du Programme-test*

La région de Thies et en son sein la plage de M'Bour, ont été retenues comme premiers pôles d'expérimentation. Au regard des populations-cibles, il est possible de subdiviser le programme-test en quatre sous-ensembles :

- a - plage M'bour - poisson frais et transformé
- b - Distribution urbaine via le marché centre urbain à Thiès
- c - Distribution nationale via les ports ferroviaires nationaux
- d - Distribution internationale via le ports ferroviaire de Bamako

**Nota bene :**

Le test induit par le programme suppose que soient choisis à titre expérimental les points d'ancrage suivants: une plage à MBour, un marché à Thiès, un port ferroviaire national et un port ferroviaire international, en l'occurrence au Mali.

Une fois le programme jugé concluant, il s'agira de démultiplier les différentes expériences suivant un algorithme judicieusement suivi à partir d'autres plages, sur d'autres marchés urbains, vers d'autres ports ferroviaires nationaux et internationaux.

**Chapitre 2 - CONTENU INDICATIF DU PROGRAMME-TEST***A - Sous-Programme A : Femmes de la plage de M'Bour*

Selon les premières estimations faites, elles sont des milliers. Plus de 60 % de cette population active est analphabète. Le problème de diffusion de l'innovation se double alors d'un problème de recours à l'écrit comme moyen de transmission des connaissances.

L'alphabétisation en langue nationale ouolof - surtout fonctionnelle - permettra aux opératrices économiques de maîtriser l'écrit et de se familiariser avec des normes modernes de gestion préalablement étudiées pour répondre à leurs besoins.

Les dépôts pourront être faits en nature, dans la mesure où le système MCI prévoit un entrepôt frigorifique et des unités de transformation contrôlées par la banque.

*B - Sous-Programme B - Distributrices d'un marché urbain à Thiès*

Les distributeurs de poisson séché, fumé ou frais dans les grands marchés urbains sont presque tous des femmes. La mise en place d'un système de MCI approprié sera d'autant mieux être acceptée que des formes d'épargne populaire y existent déjà à petite échelle.

*C - Sous-Programme C - Distributrices via les ports ferroviaires intérieurs*

Mise à part la distance et les conditions de conditionnement et d'acheminement des produits, les contraintes et spécificités des villes secondaires sont sensiblement identiques à celles des marchés du centre urbain de Thiès. Système de Crédit, wagons frigorifiques, entrepôts de stockage ... seront donc au programme pour les vendeuses.

*D - Sous-Programme D - Exportrices via le port ferroviaire de Bamako*

Dans le cadre de l'accélération du processus d'intégration sous-régionale mis en chantier au sein de l'UEMOA, une récente réforme a mis en place au niveau de la gare même de Bamako une aire de stockage expédition.

Par ailleurs, un projet de privatisation est actuellement en négociation entre les bailleurs de fonds partenaires institutionnels du Sénégal et du Mali - Caisse Française de Développement, ACDI, Banque Mondiale - et les deux pays africains cités, avec, à la clé un programme de modernisation du réseau.

Sur l'axe ferroviaire Dakar-Bamako, les femmes sont de très loin les plus dynamiques au plan commercial. A titre d'exemple, malgré les conditions difficiles du voyage, un Groupement de femmes très actif dénommé "Groupe Rail" opère sur la ligne avec des prolongements non seulement vers les autres pays africains de la sous-région, mais également vers les pays occidentaux. Le Modèle MCI devra trouver auprès d'elles des échos particulièrement favorables.